

EMBARGOED TILL WEDNESDAY 29TH JULY 2020, 00.01 GMT

Embargoed till Tuesday 28th July 2020, 19:01 COT (Bogota)

Embargoed till Tuesday 28th July 2020, 20:01 EDT (New York)

Embargoed till Tuesday 28th July 2020, 21:01 BRT (Rio de Janeiro)

Embargoed till Wednesday 29th July 2020, 08:01 CST, PHST (Beijing, Manila)

Le nombre d'assassinats de militants pour la défense de la terre et de l'environnement en une année a été plus élevé que jamais, s'alarme Global Witness. Et ce dans le contexte actuel très préoccupant de la vertigineuse accélération de la dégradation du climat.

Mercredi 29 juillet 2020 – Global Witness dévoile aujourd'hui un sombre record de défenseurs des droits à la terre et de l'environnement assassinés en une seule année : 212 personnes ont été tuées en 2019 pour avoir défendu pacifiquement leurs maisons et s'être opposées à la destruction de la nature.

Le rapport annuel de l'ONG a également mis en lumière le rôle critique que jouent les défenseurs des droits à la terre et de l'environnement dans la lutte urgente contre la dégradation du climat. Ils s'opposent directement aux industries non durables qui émettent le plus de carbone et accélèrent le réchauffement climatique et les dégâts environnementaux. Le rapport montre comment, dans un contexte de répression et de surveillance accrues pendant le confinement de la COVID-19, la protection de ces militants est devenue indispensable pour reconstruire une planète plus sûre et plus verte.

En moyenne, quatre défenseurs ont été tués chaque semaine depuis la création de l'accord de Paris sur le climat en décembre 2015. Sans compter les nombreux défenseurs réduits au silence par des attaques violentes, des arrestations, des menaces de mort ou des poursuites judiciaires.

Mais ce qui est particulièrement frappant et consternant c'est que plus de la moitié des meurtres signalés l'année dernière se sont produits dans deux pays seulement : la Colombie (qui détient la palme avec un triste record de 64 assassinats) et les Philippines (un nombre en hausse, passant de 30 assassinats en 2018 à 43 en 2019). À l'échelle mondiale, le nombre réel d'assassinats est sans doute plus élevé que celui qui est connu, car trop souvent les cas ne sont pas enregistrés.

Parmi ces meurtres figure celui de Datu Kaylo Bontolan, assassiné aux Philippines après s'être opposé à l'exploitation minière illégale dans la région. Ce dirigeant manobo, l'un des nombreux autochtones tués en 2019, affirmait son droit à l'autodétermination et protégeait ses terres ancestrales contre ceux qui cherchaient à en exploiter les ressources naturelles.

Le secteur minier a été le plus meurtrier au monde avec 50 défenseurs tués en 2019, l'agroalimentaire restant une menace, en particulier en Asie où se sont déroulées 80 % des attaques liées à l'agroalimentaire.

Les menaces et les attaques se sont également multipliées en Roumanie, avec notamment l'assassinat de Liviu Pop. Ce garde-forestier qui travaillait à la protection d'une des plus grandes forêts primaires d'Europe, une forêt vitale pour l'environnement, a été tué par balle parce qu'il voulait protéger des arbres des gangs criminels organisés qui déciment ces forêts dans le pays.

Parmi les militant·e·s toujours en campagne et menacé·e·s figure Angelica Ortiz, l'une des principales défenseuses des Wayuu de La Guajira. Elle s'oppose depuis des années à la plus grande mine de

charbon d'Amérique latine, dans le cadre d'une tentative de protéger le droit à l'eau des communautés d'une des régions les plus pauvres de Colombie. Tout au long de sa campagne, elle a été menacée et harcelée.

Selon Rachel Cox, responsable de la campagne à Global Witness :

« L'agroalimentaire, le pétrole, le gaz et les mines ont toujours été les principaux moteurs des attaques contre les défenseurs des droits à la terre et de l'environnement et ce sont également ces industries qui nous poussent toujours plus loin dans le changement climatique par la déforestation et l'augmentation des émissions de carbone.

Bon nombre des plus graves atteintes à l'environnement et aux droits de l'humain dans le monde sont dues à l'exploitation des ressources naturelles et à la corruption du système politique et économique mondial. Les défenseurs des droits à la terre et de l'environnement sont ceux qui prennent position contre cela.

Si nous voulons réellement mettre en œuvre une reprise verte qui place la sécurité, la santé et le bien-être des personnes au cœur de ses préoccupations, nous devons nous attaquer aux causes profondes des attaques contre les défenseurs et suivre leur exemple pour protéger l'environnement et mettre fin à la dégradation du climat. »

L'ONG souligne également le fait qu'en ce moment les communautés indigènes subissent des attaques disproportionnées pour avoir défendu leurs droits et leurs territoires. Pourtant les recherches montrent que les communautés indigènes et locales gèrent des forêts qui contiennent l'équivalent en carbone d'au moins 33 fois nos émissions annuelles actuelles.

Les populations et communautés indigènes étant déjà durement touchées par la dégradation du climat, les chiffres de 2019 révèlent que plus d'un·e défenseur·se sur dix tué en 2019 était une femme. Les femmes défenseuses sont confrontées à des menaces spécifiques, notamment des campagnes de diffamation souvent axées sur leur vie privée, avec un contenu sexiste ou sexuel explicite. La violence sexuelle est une tactique souvent utilisée pour réduire au silence les femmes défenseuses, lesquelles ont peu tendance à les déclarer.

Malgré ces menaces violentes et cette criminalisation, les défenseurs du monde entier ont remporté un certain nombre de succès en 2019. Ces succès sont la preuve de leur résilience, leur force et leur détermination à protéger leurs droits, l'environnement et notre climat mondial.

En Equateur, la tribu indigène Waorani a obtenu une décision historique visant à empêcher le gouvernement de mettre aux enchères son territoire pour l'exploration pétrolière et gazière. En Indonésie, la communauté indigène Dayak Iban du centre de Bornéo s'est vue attribuer le droit de propriété de 10 000 hectares de terres, après une lutte de plusieurs décennies.

Et dans une affaire portée devant la Cour suprême britannique par des communautés impactées par une mine de cuivre à grande échelle en Zambie, un juge a pris la décision significative que la plainte serait entendue par les tribunaux britanniques. Cette décision pourrait avoir des répercussions plus larges en ce qui concerne pour les entreprises qui ne respectent pas leurs engagements publics envers les communautés et l'environnement.

Statistiques clés :

- Plus de la moitié des personnes tuées appartenaient à des communautés touchées par les mines en Amérique latine. Les Philippines sont le pays qui a enregistré le plus grand nombre de décès liés aux mines avec 16 personnes tuées.
- L'exploitation forestière est le secteur qui a connu la plus forte augmentation des meurtres dans le monde depuis 2018, avec 85 % d'attaques supplémentaires contre les défenseurs qui s'opposent à l'industrie.

- Plus des deux tiers des meurtres ont eu lieu en Amérique latine, qui a toujours été classée comme le continent le plus touché depuis que Global Witness a commencé à publier des données en 2012.
- L'Asie a toujours été l'une des régions les plus dangereuses en ce qui concerne les attaques liées à l'agrobusiness – or c'est moteur de longue date des attaques contre les défenseurs. En 2019, plus de 85 % des attaques liées à l'agrobusiness enregistrées se sont produites en Asie. 90 % d'entre elles ont été documentées aux Philippines.

Nombre total de meurtres par pays.

Colombie 64	Burkina Faso 2
Philippines 43	Roumanie 2
Brésil 24	Kazakhstan 2
Mexique 18	Ouganda 1
Honduras 14	Pérou 1
Guatemala 12	Cambodge 1
Venezuela 8	Bolivie 1
Inde 6	Ghana 1
Nicaragua 5	Kenya 1
Indonésie 3	Costa Rica 1
RDC 2	